



ASSOCIATION CONSERVATOIRE D'ESPACES NATURELS CORSE « CEN CORSE »

Maison ANDREANI, 871 avenue de Borgo – 20290 BORGIO

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2023

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du CEN CORSE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

La note « engagements et sûretés réelles consenties » qui précise les modalités de l'abandon de créance consenti avec clause de retour à meilleur fortune. La reconstitution du fonds de roulement n'étant pas effectif au 31/12/2023, aucune provision ni dette n'a été comptabilisée traduisant une sortie de ressources.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications du rapport de gestion et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bastia, le 03 avril 2024

EXCO ALBERTINI & ASSOCIES

EXCO ALBERTINI & ASSOCIÉS

Véronique ALBERTINI

Commissaire aux comptes

Bilan association

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	99 684	78 576	21 108	15 163	5 945
Autres immobilisations corporelles	90 377	69 308	21 069	24 683	- 3 614
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	2 300		2 300	2 300	
TOTAL (I)	192 361	147 884	44 477	42 145	2 332
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes	14 084		14 084		14 084
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	106 762	500	106 262	138 873	- 32 611
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	1 029 529		1 029 529	535 193	494 336
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	215 773		215 773	290 660	- 74 887
Charges constatées d'avance	3 499		3 499	3 489	10
TOTAL (II)	1 369 647	500	1 369 147	968 216	400 931
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	1 562 008	148 384	1 413 624	1 010 361	403 263

Bilan association (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	-99 083	-141 188	42 105
Excédent ou déficit de l'exercice	-19 782	42 105	- 61 887
Situation nette (sous total)	-118 865	-99 083	- 19 782
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	24 246	32 138	- 7 892
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	-94 620	-66 945	- 27 675
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés		44 425	- 44 425
TOTAL (II)		44 425	- 44 425
Provisions			
Provisions pour risques	71 722	84 290	- 12 568
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	71 722	84 290	- 12 568
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	26 875	97 685	- 70 810
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	25 617	38 118	- 12 501
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	129 065	145 235	- 16 170
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	143 990	183 686	- 39 696
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	1 110 975	483 867	627 108
TOTAL (IV)	1 436 521	948 591	487 930
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	1 413 624	1 010 361	403 263
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
<i>Engagements donnés</i>			

Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	3 489	3 498	- 9	-0,26
Ventes de biens et services				
. Ventes de biens				
. dont ventes de dons en nature				
. Ventes de prestations de services	340 289	327 561	12 728	3,89
. dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
. Concours publics et subventions d'exploitation	479 339	777 916	- 298 577	-38,38
. Versements des fondateurs ou consommations/dotation consomptible				
. Ressources liées à la générosité du public				
. Dons manuels	2 670	2 777	- 107	-3,85
. Mécénats				
. Legs, donations et assurances-vie				
. Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	37 734	13 822	23 912	173,00
Utilisations des fonds dédiés	44 425		44 425	N/S
Autres produits				
Total des produits d'exploitation (I)	907 946	1 125 575	- 217 629	-19,33
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	181 327	213 499	- 32 172	-15,07
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	31 053	36 452	- 5 399	-14,81
Salaires et traitements	492 283	512 211	- 19 928	-3,89
Charges sociales	164 314	181 026	- 16 712	-9,23
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	17 850	15 566	2 284	14,67
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés		44 425	- 44 425	-100
Autres charges	53 752	149	53 603	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	940 579	1 003 329	- 62 750	-6,25
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-32 633	122 246	- 154 879	-126,69
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	2 218	377	1 841	488,33
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	2 218	377	1 841	488,33
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	595	1 895	- 1 300	-68,60
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Total des charges financières (IV)	595	1 895	- 1 300	-68,60
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 623	-1 518	3 141	206,92
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-31 009	120 729	- 151 738	-125,68
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	4 070	517	3 553	687,23
Sur opérations en capital	7 892	7 627	265	3,47
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	11 962	8 144	3 818	46,88
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	735	2 478	- 1 743	-70,34
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		84 290	- 84 290	-100
Total des charges exceptionnelles (VI)	735	86 768	- 86 033	-99,15
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	11 227	-78 623	89 850	114,28
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	922 126	1 134 096	- 211 970	-18,69
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	941 909	1 091 991	- 150 082	-13,74
EXCEDENT OU DEFICIT	-19 782	42 105	- 61 887	-146,98
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total	24 474	20 895	3 579	17,13
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total	24 474	20 895	3 579	17,13

Annexes aux comptes annuels

PREAMBULE

Description de l'objet social, des activités et des moyens mis en œuvre

L'association a été créée en 1972. Le Cen Corse est directement issu de l'Association des Amis du Parc Naturel Régional Corse, dont il a été d'abord un groupement spécialisé, durant dix-neuf ans, de 1992 à 2011. Il s'agit de l'une des plus anciennes associations de protection de l'environnement en Corse.

Totalement apolitique, forte d'une centaine d'adhérents, gérée par un Conseil d'Administration de 12 membres, tous bénévoles et venant d'horizons divers, le Conservatoire emploie, aujourd'hui, 15 salariés.

La loi Grenelle II de 2010 prévoit que les conservatoires d'espaces naturels peuvent être agréés par l'État et les régions, avec des missions confirmées par la loi. Leurs modalités de mise en place et fonctionnement ont été précisées par décret (octobre 2011). A ce titre le CEN Corse a élaboré un projet de Plan d'Action Quinquennal (PAQ) qui définit les orientations stratégiques pour 10 ans. Ce PAQ a été validé par l'Etat, puis approuvé à l'unanimité par l'Assemblée de Corse le 28 janvier 2016.

Le 28 février 2017, le Préfet de Corse et le Président du Conseil exécutif de Corse ont prononcé l'agrément de l'association en tant que Conservatoire d'espaces naturels pour une durée de 10 ans. Cet agrément s'inscrit dans le cadre des dispositions du code de l'environnement en faveur des conservatoires régionaux d'espaces naturels (article L414-11). Il représente pour le CEN la reconnaissance de sa place parmi les acteurs corses dans la protection de la biodiversité et gestion des espaces naturels.

C'est aussi la validation de la pertinence de ses actions passées, ainsi que de son expertise scientifique et technique qui place le CEN parmi les référents dans le domaine de l'environnement en Corse. Les ambitions exprimées dans son Plan d'Actions Quinquennal ont servi de base à son agrément. Le CEN Corse est entré dans la phase de mise en œuvre de ce plan dans un esprit de partenariat.

A l'instar des 21 autres conservatoires agréés du réseau national, le CEN Corse est plus que jamais au service de la protection de l'environnement de la Corse et entend à ce titre poursuivre ses missions autour de cinq axes : connaître la nature corse, la protéger, gérer les espaces sensibles, valoriser les connaissances et les actions en sensibilisant le public, tout en accompagnant les partenaires dans leur propre démarche environnementale.

Les 5 valeurs inscrites au Plan d'Action Quinquennal du CEN Corse :

Connaître : Améliorer et capitaliser les connaissances sur la biodiversité

Protéger : Par la maîtrise foncière ou d'usage des espaces naturels ou semi naturels d'intérêt écologique reconnu.

Gérer : promouvoir une gestion favorisant la biodiversité écologique

Valoriser : sensibiliser, communiquer et éduquer tous les publics à l'environnement et au développement durable.

Accompagner : Accompagner les maîtres d'ouvrages et les acteurs du territoire dans la mise en place des politiques publiques

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 413 623,68 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 19 782,22 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La convention de coopération avec la CdC du 8 janvier 2020 de 24 mois dans le cadre des mesures compensatoires relatives aux opérations de gestion conservatoire concernant la pénétrante d'Aiacciu a fait l'objet d'une nouvelle prolongation de 12 mois et devrait s'achever fin 2024. Le montant du financement de 527 407 euros prévus par la convention a été consommé à hauteur de 385 802 euros au 31/12/2023 et le reste devrait être consommé en 2024.

L'association a signé de nombreux programmes pluriannuels (notamment conventions Fonds Verts), ainsi les produits constatés d'avances s'établissent à 1 110 975 euros au 31/12/2023. Ce montant important s'explique par le fait que l'exécution de nombreuses conventions n'interviendra qu'en 2024 voire en 2025.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Les principales hypothèses de travail retenues pour le calcul de la provision théorique sont les suivantes :

- les salariés sont tous en mesure de prétendre à une pension vieillesse à taux plein à 67 ans selon l'année de naissance ;

- le turn over retenu a été de 2 % ;

- le taux de charges sociales retenu est de 40% ;

- le taux d'actualisation retenu est identique au taux de progression ;

- les tables de mortalité retenues sont les TH 12-16 et TF 12-16 ;

Au 31/12/2023, le montant de la provision théorique est de 36 375 Euros.

Contributions volontaires :

Le bénévolat a été valorisé dans les comptes annuels 2023 à hauteur de 24 474 Euros (25 euros de l'heure).

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Annexes aux comptes annuels (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	169 879	20 182		190 061
Immobilisations financières	2 300			2 300
TOTAL	172 179	20 182		192 361

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	69 410	9 166		78 576
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	14 548	985		15 534
Matériel de transport	11 529	4 453		15 982
Matériel de bureau et informatique	34 547	3 246		37 792
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	130 034	17 850		147 884
TOTAL GENERAL (I+II)	130 034	17 850		147 884

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	2 300		2 300
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	106 762	106 762	
Autres créances	1 029 529	1 029 529	
Charges constatées d'avance	3 499	3 499	
TOTAL	1 142 089	1 139 789	2 300

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	70 070
Subventions/financements	1 022 158
Autres produits à recevoir	1 584
TOTAL	1 093 811

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	500			500
Comptes financiers				
TOTAL	500			500

Annexes aux comptes annuels (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-141 188	42 105			-99 083
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	42 105	-42 105		-19 782	-19 782
Dont générosité du public					
Situation nette	-99 083			-19 782	-118 865
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	32 138			7 892	24 246
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	-66 945			-11 890	-94 620
TOTAL dont générosité du public					

Analyse des fonds dédiés

Les fonds FAEDER SILENE et BUGLOSSE, constatés en fonds dédiés en 2022 pour 44 425,41 euros, n'ayant pas été consommés au cours de l'exercice 2023, ils ont été soldés pour un montant de 50 203,96 euros.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	44 425			50 204			
TOTAL	44 425			50 204			

Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet.

Subventions d'investissement**Subventions**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
LIFE MILVUS DREAL DUNE PRUNTE	INVEST INVEST		39 492 9 855		39 492 9 855
TOTAL			49 347		49 347

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges	84 290		12 568	71 722
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)	84 290		12 568	71 722
TOTAL GENERAL (I+II)	84 290		12 568	71 722
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				

Description des éléments significatifs ou importants

Trois licenciements font actuellement l'objet de contestations. La provision existante a été reprise en partie.

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	26 875	7 500	19 375	
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	25 617	25 617		
Dettes fiscales et sociales	129 065	129 065		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	128 590	128 590		
Produits constatés d'avance	1 110 975	1 110 975		
TOTAL	1 421 121	1 401 746	19 375	

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	3 793
Dettes fiscales et sociales	85 902
Autres dettes	
TOTAL	89 695

Annexes aux comptes annuels (suite)**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Subventions de fonctionnement**

Subvention	Montant notifié en 2023 ou report	Subvention consommée sur 2023	Restant à consommer en 2024	Montant à recevoir au 31/12/2023
CdC	300 305	84 291	216 014	59 958
SUBV VILLE ET CAB	4 000	4 000	0	0
AGENCE DE L'EAU 2018	13 888	0	0	13 888
AGENCE DE L'EAU 2020	14 955	555	14 400	15 997
AGENCE DE L'EAU ETANG PONTANO	25 963	12 722	13 241	12 982
OEC	136 063	130 886	5 178	51 776
DREAL	191 456	90 653	100 803	105 521
MILVUS - LIFE 18	204 191	59 768	144 423	251 244
FAEDER - BUNGLOSSE	22 935	0	0	0
FAEDER - SILENE	21 491	0	0	14 661
ETAT FONDS VERTS	651 585	55 519	596 066	471 305
FONDATION PATRIMOINE	30 000	9 150	20 850	30 000
OFB	2 320	2 320	0	0
DDTE	3 000	3 000	0	0
DRAJES	6 000	6 000	0	0
AIDES A L'EMPLOI ET ACT PART	20 475	20 475	0	0
AGENCE DE L'EAU 2016	-5 174	0	0	-5 174
	1 643 453	479 339	1 110 975	1 022 158

Annexes aux comptes annuels (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Divers apports financiers ont été effectués au profit du CEN par feu M LEENHARDT.

Le 29 juillet 2019, M LEENHARDT a consenti un abandon de créance avec clause de retour à meilleur fortune d'un montant de 250 000 euros.

Le retour à meilleure fortune est défini par la reconstitution du fonds de roulement à hauteur de 50 000 euros et devra être constaté au plus tard dans les comptes annuels arrêtés au 31/12/2023 par le CEN.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non cadres	12	
TOTAL	14	0